



Présentation au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Consultations prébudgétaires – budget fédéral de 2017

Collèges Ontario représente les vingt-quatre collèges publics des arts appliqués et de technologie en Ontario. Ceux-ci servent en tout un demi-million d'apprenants dans des zones urbaines, rurales et éloignées dans toute la province. Les étudiants des collèges reflètent la diversité sociale, économique et ethnique de leurs collectivités. Les jeunes, les apprenants adultes et les groupes sous-représentés comme les peuples autochtones, les personnes handicapées et les nouveaux arrivants parviennent à obtenir des diplômes collégiaux, deviennent des personnes de métier agréées ou améliorent leurs compétences.

Les collèges de l'Ontario occupent également une place importante dans l'écosystème d'innovation du Canada, lequel est prêt pour une expansion. Les collèges de l'Ontario ont une feuille de route exceptionnelle concernant les partenariats, notamment avec les petites entreprises, en matière de recherche appliquée. Ces partenariats améliorent la compétitivité des petites entreprises grâce à des produits, services et processus nouveaux et améliorés.

Il est maintenant temps de mettre à profit les forces et les succès remarquables des collèges afin de favoriser l'accélération d'une croissance économique inclusive et à grande échelle.

Les collèges de l'Ontario soutiennent la présentation de Collèges et instituts Canada (CICan) au Comité permanent des finances de la Chambre des communes visant à contribuer à la croissance de la classe moyenne du Canada, à renforcer la croissance économique et à améliorer la qualité de vie par les façons suivantes :

- en améliorant l'appui aux partenariats d'innovation entre les collèges et les entreprises;
- en renforçant la capacité des collèges d'aborder la question de l'employabilité.

Les collèges de l'Ontario souhaitent attirer l'attention du Comité sur certaines réalités ontariennes alors qu'il élabore des recommandations visant à améliorer une croissance économique inclusive.

1. Partenariats en innovation pour la croissance socioéconomique

Le Canada est confronté à un sérieux défi en matière d'innovation :

- les niveaux de recherche des entreprises canadiennes sont faibles comparativement aux chefs de file internationaux;
- moins d'entreprises prennent part à la recherche appliquée;
- l'étude sur le Canada de l'OCDE, cette année, montre que les indicateurs de dynamisme des petites entreprises ont chuté;

- l'emploi dans le secteur de la fabrication, particulièrement important en Ontario, a chuté considérablement au cours des dernières années : la capacité est réduite, les investissements demeurent très faibles et les exportations ne reprennent que lentement.

Les collèges partout au Canada, bien qu'ils ne reçoivent qu'un quarantième du financement fédéral pour la recherche, ont 6 000 partenaires de recherche, soit un quart des 22 000 entreprises qui prennent part aux activités de recherche. Les collèges sont particulièrement bien outillés pour présenter aux petites entreprises les compétences dont elles ont besoin pour demeurer viables, compétitives et novatrices. Les entreprises et les organisations recherchent l'expertise des collèges et des lieux pour développer des produits, mettre en place de nouvelles technologies et améliorer leurs services et leurs processus.

Le rendement du capital fédéral investi dans la recherche appliquée collégiale est exceptionnel, tout particulièrement puisqu'elle est égalée par le secteur privé.

Toutefois, le financement limité et les contraintes liées aux programmes forcent désormais les collèges et les instituts à refuser un nombre croissant de partenaires potentiels.

Recommandations

- Dans le cadre de l'examen du soutien aux sciences et de l'élaboration d'un plan d'action en matière d'innovation, augmenter graduellement les investissements fédéraux dans la recherche appliquée des collèges sur cinq ans, de 75 à 300 millions de dollars par année. Cela comprend le remaniement des programmes collégiaux pour la capacité de recherche appliquée et les infrastructures de recherches afin que les collèges puissent suivre la « vitesse des affaires ».***
- FedDev et FedNor doivent rehausser de façon importante leur niveau actuellement bas de financement pour la recherche appliquée, pour les partenariats collèges-entreprises, pour la ramener au minimum à la norme des autres organismes de développement régional. Cela renforcera les innovations des petites entreprises et appuiera la croissance économique dans les collectivités visées par leurs mandats.***

2. Aptitudes essentielles pour une croissance économique inclusive

Le Canada est confronté à un défi de taille en ce qui a trait à une croissance économique inclusive.

Un adulte sur cinq en âge de travailler ne possède pas les connaissances de base en lecture et en calcul, et un sur sept ne possède pas suffisamment de qualifications pour occuper son poste actuel. Comme mesure fondatrice visant à stimuler la croissance économique, le gouvernement fédéral devrait répondre à cette forte demande pour une formation en compétences essentielles, notamment en lecture, en calcul, en pensée critique, en technologie numérique et en travail d'équipe.

À titre de chefs de file en développement de compétences essentielles, les collèges de l'Ontario peuvent grandement contribuer à relever ces défis critiques. Les collèges de l'Ontario :

- travaillent avec plus de 80 000 clients chaque année en apprentissage, en alphabétisation et en formation de base, en recyclage professionnel des adultes, en orientation en seconde carrière et en orientation professionnelle assistée;
- produisent des résultats en offrant une vaste gamme de programmes, comme la préalphabétisation, l'enseignement de compétences améliorant l'employabilité, le perfectionnement professionnel et les études postsecondaires et supérieures. Plus de 90 % des employeurs sont satisfaits ou très satisfaits de nos diplômés et 96 % de nos diplômés recommanderaient leur collège à d'autres.
- répondent aux besoins changeants du marché du travail en consultant en détail les employeurs, par l'entremise d'un réseau solide de comités consultatifs de programme, en plus d'être actifs dans la planification des marchés du travail locaux. Nous avons des relations particulièrement étroites avec des entreprises plus petites, qui ont le plus grand besoin d'employés ayant des diplômes collégiaux et de certificats professionnels, mais qui emploient également des employés dotés de compétences essentielles solides;
- sont axés sur les apprenants. Nous avons l'expertise pour évaluer les expériences, l'apprentissage et les compétences linguistiques acquises par le passé afin d'élaborer des programmes d'intégration et d'offrir des services de soutien essentiels, allant du counselling au placement, pour assurer le succès de chacun. Nous offrons également aux apprenants un accès direct aux titres scolaires postsecondaires menant à de bons emplois.

Recommandations

- a. Arrimer le financement pour l'enseignement des compétences essentielles de l'Ontario à sa population afin que les résidents de la province aient les mêmes possibilités d'accéder à des occasions de formation pour améliorer leur employabilité.***
- b. Le financement étant limité, celui qui est destiné aux compétences essentielles doit passer du financement de la formation des employés au financement des chômeurs, tout particulièrement ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi, et ceux des groupes sous-représentés, afin de réaliser un succès d'emploi à long terme en améliorant leurs compétences essentielles et, lorsque cela est possible, en leur permettant d'accumuler des compétences postsecondaires.***

3. Équipement de formation professionnelle avancée

Le Canada est confronté à un défi de taille lorsque vient le temps de veiller à ce que les entreprises puissent embaucher de nouveaux diplômés qui ont été formés avec de l'équipement conforme aux normes de l'industrie afin d'être concurrentielles vis-à-vis des meilleurs au monde.

Le déséquilibre des compétences en Ontario coûte, à lui seul, 24,3 milliards de dollars à son économie en PIB perdu et 4,3 milliards de dollars en revenus de taxation fédérale chaque année, selon une étude du Conference Board du Canada menée pour l'Ontario's Workforce Shortage Coalition, qui représente plus de 100 000 employeurs et des millions d'employés. Ce regroupement estime que :

« Le Canada a besoin d'un effort concerté et soutenu des employeurs, des étudiants, des syndicats, des professeurs et du gouvernement afin d'offrir une éducation de pointe et axée sur l'emploi pour une économie de calibre mondial. Le déséquilibre des compétences est trop important pour être contrôlé de manière intermittente. »

Recommandation :

- a. Le gouvernement fédéral doit appuyer les partenariats entre les établissements postsecondaires et les entreprises pour l'acquisition d'équipement de formation professionnelle avancée – 50 millions de dollars par année pendant cinq ans (égalé par l'industrie) en financement pour les jeunes entreprises (principalement en équipement d'apprentissage) pour la création ou la modernisation de programmes postsecondaires de formation professionnelle jugés, par le milieu, comme essentiels à sa position concurrentielle et importants pour attirer les investissements et maintenir des emplois.***